

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

12 novembre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N ° II-1333

présenté par

M. Arnaud Bonnet, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, M. Roumégas, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet

-----

**ARTICLE 49****ETAT B****Mission « Enseignement scolaire »**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré	4 126 920	0
<i>dont titre 2</i>	4 126 920	0
Enseignement scolaire public du second degré	4 005 190	0
<i>dont titre 2</i>	4 005 190	0
Vie de l'élève	0	0
Enseignement privé du premier et du second degrés	0	9 288 895
<i>dont titre 2</i>	0	9 288 895
Soutien de la politique de l'éducation nationale	1 156 785	0
<i>dont titre 2</i>	1 156 785	0
Enseignement technique agricole	0	0
<b>TOTAUX</b>	9 288 895	9 288 895
<b>SOLDE</b>	0	

### EXPOSÉ SOMMAIRE

Les différents corps d'inspection jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre et le pilotage des politiques éducatives, ainsi que dans l'accompagnement professionnel des enseignants. Leur position au plus près du terrain en fait un maillon stratégique entre les rectorats, les établissements scolaires et les personnels enseignants. Cependant, à l'instar de nombreux services de la fonction publique, les corps d'inspection connaissent une situation de sous-effectif structurel. Cette insuffisance de moyens humains a été particulièrement mise en lumière à la suite des révélations concernant des faits de violences, notamment au sein de l'établissement Betharram et d'autres établissements d'enseignement privés. L'insuffisance du contrôle exercé sur ces structures découle en partie du manque de personnels d'inspection disponibles.

Le plan « Brisons le silence », présenté en mars 2025, prévoit la création de seulement 60 postes d'inspecteurs sur deux ans, soit une moyenne de deux postes supplémentaires par académie. Cette mesure apparaît très en deçà des besoins réels, au regard de l'ampleur des missions confiées aux corps d'inspection et de la nécessité de renforcer la prévention, le suivi et le contrôle dans l'ensemble des établissements scolaires, publics comme privés. Le présent amendement propose donc de renforcer significativement les effectifs des services d'inspection, à hauteur de :

– 60 postes supplémentaires dans le premier degré ;  
 – 70 postes supplémentaires dans le second degré ;

---

– 15 postes supplémentaires au sein de l’Inspection générale de l’éducation, du sport et de la recherche (IGESR).

Afin de permettre ces créations de postes, il est proposé d’abonder les crédits à hauteur de :

- 4 126 920 euros (en AE et CP) sur l’action 06 « Pilotage et encadrement pédagogique » du programme 140 « Enseignement scolaire public du premier degré » – titre 2 ;
- 4 005 190 euros (en AE et CP) sur l’action 12 « Pilotage, administration et encadrement pédagogique » du programme 141 « Enseignement scolaire public du second degré » – titre 2 ;
- 1 156 785 euros (en AE et CP) sur l’action 02 « Évaluation et contrôle » du programme 214 « Soutien de la politique de l’éducation nationale » – titre 2.

Conformément à la règle de recevabilité financière, le présent amendement prévoit en compensation une réduction équivalente des crédits à hauteur de 9 288 895 euros (en AE et CP) sur l’action 02 « Enseignement élémentaire » du programme 139 « Enseignement privé du premier et du second degré », au titre 2. Les auteurs de cet amendement soulignent qu’ils n’entendent pas diminuer les moyens alloués à ce programme et invitent le Gouvernement à lever le gage.